

Plaidoyer pour une Europe politique

Les prochaines élections européennes vont se dérouler dans un contexte bien particulier : crise sociale, crise financière, crise économique, et, peut-être, crise politique demain. C'est dire si ces élections seront déterminantes tant, de leur issue, dépendra une partie de notre avenir. Car, n'en doutons pas, notre avenir passe par l'Europe !

La partie qui est en train de se jouer se déroule à l'échelle du monde. Or, il est vraisemblable qu'aucun pays européen n'aura les moyens, seul, de faire face à l'ampleur inédite des défis qui s'annoncent. C'est bien pourquoi nous avons besoin d'Europe !

Mais d'une Europe qui demande à être réorientée ou plutôt, qui demande à se ressourcer. Certes, l'euro, par exemple, s'est révélé, jusqu'ici, être un bouclier précieux. Cependant, au-delà des réunions des chefs d'État et de gouvernements européens, au-delà d'annonces communes, au-delà de l'énergie et de la volonté déployées par l'ancien président du Conseil européen, il n'y a pas eu de réelle réponse politique commune, pas plus que de plan de relance commun : l'Europe politique ne serait-elle qu'une façade ?

Bien sûr, les contextes nationaux sont différents ; bien sûr, la concurrence au sein même de l'Europe, entre ses États membres, ne saurait être niée (c'est même une des sources, selon moi, de sa faiblesse). Mais – et je le dis peut-être naïvement – n'a-t-on pas oublié ce qui fonde le projet politique européen et qu'illustre la devise de l'U.E. (devise et autres symboles qu'il faudrait, selon certains, remiser) : « unie dans la diversité » ?

Trois points m'ont particulièrement frappé dans le discours d'investiture de Barack OBAMA : d'une part, l'affirmation que les États-Unis ne sont jamais aussi forts que lorsque leur population est unie, précisément par-delà les différences, autour des valeurs qui fondent l'Amérique ; d'autre part, la volonté de ne pas oublier l'idéal des Pères fondateurs ; enfin l'idée qu'il faut viser haut, se donner les moyens d'atteindre les objectifs visés et reprendre confiance en nous-mêmes. Je crois que nous pouvons faire nôtres ces trois observations.

Unis pour quoi ? Pour faire face à la crise, sans doute. Mais surtout, pour bâtir ensemble une organisation politique forte, respectant les identités nationales tout en les transcendant ; capable de se faire entendre dans le concert des nations tout en étant proche des préoccupations des citoyens ; capable de préparer le passage vers une société qui ne pourra plus fonctionner comme elle le fit jusqu'ici ; capable, tout simplement, de faire rêver...

Aujourd'hui, trop nombreuses sont les personnes qui se demandent à quoi sert l'Europe et s'en sentent éloignées. A nous de proposer à nos concitoyens un projet politique solide, porteur d'espoir, dans lequel ils reconnaîtront leur intérêt propre à travers l'intérêt européen ! La tâche n'est pas mince mais les défis à relever ne les sont pas davantage.

Je crois que nous ne devons pas avoir peur de tenir un discours de vérité, en ne niant pas les difficultés de fonctionnement d'une Europe souvent perçue, par exemple, comme contraignante et tatillonne à travers l'édiction de ces innombrables normes. Est-ce vraiment

l'Europe que nous voulons, qui met en œuvre une directive sur tel fromage, blessant au passage l'identité d'un terroir ? Lorsqu'un pays européen se prononce négativement par référendum, est-il normal de lui demander de revoter jusqu'à ce que le résultat devienne acceptable ?

Mais, rappelons aussi que si notre niveau de vie a su se maintenir, c'est bien parce que l'Union européenne existait ! Que se serait-il passé, par exemple, sans l'existence de la B.C.E. ? Et que se passera-t-il demain si, comme il faut le craindre, chaque pays de l'Union se trouve confronté à un chômage massif de sa population et que l'Europe est aux abonnés absents ?

Oui, le fonctionnement de l'U.E. doit être amélioré : cela passe, vraisemblablement, par l'adoption d'une nouvelle charte de fonctionnement politique, lisible et compréhensible de tous. Mais, plus encore, ce qui devra guider l'action politique, c'est la volonté d'assumer une communauté de destins, de bâtir une entité politique originale au service du peuple européen où l'emporte l'intérêt général sur les intérêts particuliers, ce qui suppose de dépasser les frilosités voire les incompatibilités nationales. Commençons donc par ne plus utiliser l'Europe comme bouc-émissaire de nos errements politiques nationaux et arrêtons de dire « c'est la faute à Bruxelles » !

Le Mouvement Démocrate est un jeune parti politique, cependant héritier d'une longue tradition européenne. Il porte dans son nom même son identité. Nous sommes démocrates, parce que notre préoccupation première c'est le peuple. Et nous sommes un mouvement, parce que nous nous inscrivons dans une dynamique de construction d'un projet de société humaniste.

Les solutions des problèmes auxquels nous devons faire face ne se trouvent pas dans les vieilles recettes du passé. Assurément, dans des moments de tensions intenses comme aujourd'hui, la tentation des extrêmes est grande : tentation du repli sur soi et du nationalisme exacerbé, et c'est l'extrême droite qui n'est pas loin ; tentation de la révolution absolue et du nihilisme, et là, c'est l'extrême gauche. Deux voies refuges de peurs et de colères compréhensibles mais qui ne peuvent déboucher sur rien, nous le savons bien.

C'est dans la volonté d'agir ensemble, de fédérer les énergies et les idées afin d'influer sur le cours des choses et de bâtir un avenir commun nouveau que nous trouverons les moyens d'agir. Voilà ce qui sous-tend notre démarche. Affirmons donc nos valeurs qui s'inscrivent dans un espace naturel : l'Europe !

Cette campagne ne se sera pas facile. Mais, pour reprendre les mots de Franklin ROOSEVELT, « la seule chose dont nous devons avoir peur, c'est la peur elle-même ».

Jean-Christophe GARDE